



L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

15 | 2011-3

Firmes et géopolitiques

Les investissements étrangers au Royaume-Uni : recomposition des territoires, rivalités géopolitiques et contrecoups identitaires

*Inward Investments in the United Kingdom: Renewal of Territories, Geopolitics
Rivalries and Identities*

Mark Bailoni



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2084>

DOI : 10.4000/espacepolitique.2084

ISBN : 978-2-8218-1313-7

ISSN : 1958-5500

Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Référence électronique

Mark Bailoni, « Les investissements étrangers au Royaume-Uni : recomposition des territoires, rivalités géopolitiques et contrecoups identitaires », *L'Espace Politique* [En ligne], 15 | 2011-3, mis en ligne le 26 octobre 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2084> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.2084

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Les investissements étrangers au Royaume-Uni : recomposition des territoires, rivalités géopolitiques et contrecoups identitaires

Inward Investments in the United Kingdom : renewal of territories, geopolitics rivalries and identities

Mark Bailoni

« Nous sortons d'une profonde et difficile récession, la croissance est fragile, et il est absolument vital pour notre économie que nous attirions le maximum d'investissements étrangers et que nous fassions tout notre possible pour montrer que l'économie britannique est ouverte aux affaires, ouverte au commerce, ouverte aux investissements. »

David Cameron, congrès de l'UK Trade and Investment, Londres, 14 juillet 2010.

- 1 Par ce discours prononcé devant les représentants des principales firmes étrangères installées au Royaume-Uni, le premier ministre David Cameron souligne le caractère stratégique des investissements directs étrangers (IDE) dans l'économie et donc dans la stabilité de son pays. En effet, l'économie britannique est devenue largement dépendante des IDE, c'est l'une de ses caractéristiques fondamentales (Ashcroft, Love, 1993 ; Chaline, Papin, 2004, pp.26-28). L'idée de dépendance est tout de même à relativiser, puisque les entreprises britanniques investissent également massivement à l'étranger. Les principaux investissements au Royaume-Uni proviennent des Etats-Unis, puis de la France, de l'Allemagne et de l'Inde. En termes du nombre de projets, c'est la première destination européenne pour les IDE (Ernst & Young, 2010). Le stock de ces investissements dépasse

1,1 billion de dollars et représente 51,7% de son PIB en 2009, c'est largement plus que pour l'Allemagne (21%) ou la France (42,8%) (CNUCED, 2010). Cette dépendance est problématique dans un contexte de crise économique et financière, quand le flux des investissements internationaux tend à se réduire, comme ce fut le cas en 2008 et 2009.

- 2 L'ouverture massive aux investisseurs étrangers débute au moment des premières crises industrielles de l'entre-deux-guerres. Les politiques libérales des gouvernements successifs ont intensifié ce processus au cours des dernières décennies. Le Royaume-Uni a ainsi réussi à attirer de nombreuses firmes aux origines de plus en plus diversifiées :
 - Les compagnies européennes et américaines furent les premières à investir massivement sur son territoire, attirées par la proximité géographique, ou par des liens culturels.
 - Ensuite les firmes japonaises sont arrivées, et beaucoup ont choisi le Royaume-Uni pour constituer leur tête de pont à l'intérieure même de l'Europe communautaire. Elles furent attirées et séduites par la bienveillance du gouvernement Thatcher et par la disponibilité de la main d'œuvre ouvrière. Leur arrivée a marqué un véritable tournant géoéconomique et géopolitique dans les années 1980, puisque ces firmes et l'économie japonaise en générale inspiraient alors une véritable crainte en Europe, particulièrement dans le secteur industriel.
 - Plus récemment, l'origine des investisseurs étrangers s'est encore diversifiée avec l'arrivée de firmes issues de pays émergents, notamment chinoises et indiennes.
- 3 Selon la classification de l'OCDE (2008), ces implantations de firmes se caractérisent soit par la création de filiales ou d'usines au Royaume-Uni (« *greenfield investments* »), soit par le rachat de firmes britanniques préexistantes (« *brownfield investments* »).
- 4 Plusieurs explications sont habituellement données pour expliquer l'ouverture du Royaume-Uni : la tradition marchande et la culture libérale du pays, ses relations commerciales à travers le monde notamment vers l'Inde et le reste de son ancien empire colonial, son avantage linguistique essentiel dans les échanges avec les Etats-Unis, les politiques de libéralisation et de dérégulation mises en place par le gouvernement Thatcher, etc. Mais les gouvernements successifs, les institutions régionales et les autorités locales ont avant tout cherché à attirer les IDE pour relancer et pour moderniser l'économie, notamment dans les vieux territoires industriels. Les firmes étrangères permettent en effet de développer de nouveaux secteurs industriels pour palier le déclin inéluctable des vieilles industries, comme ce fut le cas avec l'arrivée de groupes électroniques et informatiques américains et asiatiques dans la « Silicon Glen » écossais dans les années 1980-90. Certains investissements étrangers sont également stratégiques pour le Royaume-Uni, comme l'acquisition en 2009 de *British Energy* par *EDF*, qui peut désormais faire profiter les Britanniques de tout son savoir-faire en matière de nucléaire.
- 5 Les investissements étrangers ont un impact économique et géoéconomique considérable au Royaume-Uni, comme l'ont montré plusieurs études très pertinentes (Potter, Moore, Spires, 2002 ; Fallon, Cook, 2010). Mais dans le contexte politique, identitaire et socio-économique particulier du Royaume-Uni, l'arrivée de firmes étrangères sur le sol britannique a également des conséquences géopolitiques très importantes à plusieurs niveaux.
- 6 D'une part, les questions d'identité et de nation restent très sensibles au Royaume-Uni (Bailoni, 2007). Dans ce contexte, l'arrivée de firmes étrangères et le rachat de fleurons industriels britanniques provoquent des réactions au sein de l'opinion publique,

notamment des formes de mécontentement, renforcées par la crise financière et économique.

- 7 D'autre part, le Royaume-Uni est une union déséquilibrée de différentes nations entre lesquelles les relations sont complexes. Son territoire présente d'importantes disparités socio-économiques et clivages identitaires, entre le grand Sud-Est anglais, cœur du pouvoir politique et économique dans le pays, et les vieilles régions industrielles, du Nord de l'Angleterre aux « nations périphériques », où la reconversion reste difficile. L'idée d'un clivage Nord/Sud schématise ces disparités (Bailoni, 2010a). Ce contexte particulier – renforcé par la mise en concurrence entre les territoires à l'échelle nationale, voire européenne – nourrit les ressentiments et les rivalités internes, entre les régions riches et les régions pauvres, mais également entre les territoires en difficultés, tous en quête de renouveau et d'investissements. Les IDE sont ainsi extrêmement convoités par différents territoires et par différents acteurs politiques et économiques.
- 8 Cet article entend ainsi décrire et analyser les conséquences géopolitiques des investissements étrangers au Royaume-Uni, à partir de deux constats particuliers et contradictoires. D'une part, les IDE et la mise en concurrence entre les territoires sont facteurs de divisions et de tensions internes, dont les conséquences sont plus sensibles au Royaume-Uni que dans un Etat plus unifié. D'autre part, la question des IDE peut au contraire constituer un facteur d'unité, en contribuant à ressembler tous les Britanniques derrière des causes communes, pour protéger une firme symbolique ou des emplois menacés par des intérêts étrangers. Le contexte économique actuel semble d'ailleurs favoriser ce phénomène.

1. Les IDE et la concurrence entre les territoires, facteurs de divisions et de tensions internes

1.1. Des investissements devenus essentiels pour les vieux territoires industriels

- 9 Par l'importance des subventions et des incitations accordées, les pouvoirs publics jouent un rôle central dans l'implantation des firmes étrangères au Royaume-Uni. En effet, depuis les années 1960, les dirigeants politiques britanniques considèrent dans un large consensus que les IDE sont essentiels pour moderniser l'industrie du pays, pour développer son économie et pour créer des emplois. A partir des années 1980, l'Etat central, dirigé par les conservateurs puis par les néo-travailleurs, renforce sa stratégie et met en place une série de programmes pour attirer ces IDE dans le pays, tout en adoptant en parallèle une attitude non-interventionniste sur leur implantation. Les firmes décident ainsi librement du site et de la région qui leur conviennent, en fonction notamment des incitations proposées par les pouvoirs locaux et régionaux.
- 10 L'Etat encourage en effet les régions et les territoires locaux à mettre en place leurs propres stratégies pour attirer les IDE (Phelps, Tewdwr-Jones, 2001). Il entend ainsi encourager les initiatives locales et régionales, particulièrement dans les vieux territoires industriels, comme l'Ecosse, le Nord de l'Angleterre ou le pays de Galles. Les IDE sont considérés comme un outil indispensable pour reconvertir et relancer l'économie de ces régions. Ils deviennent d'autant plus indispensables avec la désindustrialisation massive des années 1970-80, les crises à répétition dans le secteur industriel britannique, et

surtout le retrait de l'Etat initié à la fin des années 1970 et accéléré par le gouvernement Thatcher (McKinnon, Phelps, 2001).

- 11 La diminution des aides de l'Etat aux territoires en difficultés les pousse à trouver eux-mêmes des solutions pour attirer de nouveaux investisseurs. Séduire les firmes étrangères en renforçant leur attractivité s'avère donc crucial pour ces territoires. Des campagnes de promotion et la mise en place de mesures incitatives à l'échelle régionale et locale pour attirer les investisseurs, se multiplient à travers le Royaume-Uni, comme dans toute l'Europe (Charlton, 2003).
- 12 Ainsi dans les années 1980 et 1990, les vieux territoires industriels britanniques élaborent différentes stratégies pour attirer les IDE et plus particulièrement les firmes étrangères de haute technologie, afin de palier le déclin industriel en remplaçant les vieux secteurs traditionnels voués à disparaître. Ces stratégies sont initiées par les autorités locales, par les milieux économiques comme les chambres de commerce, et dans les cas écossais et gallois par des agences régionales. Tout en essayant de se démarquer, chaque territoire mise sur des arguments relativement proches : main d'œuvre moins chère que dans le Sud, esprit du travail bien fait, savoir-faire particulier, population accueillante à l'accent chaleureux, beauté des paysages naturels, histoire et identité locale, etc. (Bailoni, 2009, 2010b).

1.2. Une concurrence territoriale inter-nationale au Royaume-Uni...

- 13 Le besoin d'investissements nouveaux ne concerne pas uniquement l'économie britannique, et la perspective d'attirer des firmes américaines ou asiatiques a conduit à une véritable mise en concurrence des territoires au niveau européen (Phelps, Raines, 2003). D'ailleurs, la compétition opère parfois non pas pour attirer, mais pour retenir une firme étrangère. Ce fut le cas quand le fabricant d'outillage américain *Black & Decker* annonça en 1998 vouloir fermer l'une de ses deux usines européennes, soit celle de Spennymoor dans le Nord-Est anglais, soit celle de Molteno en Lombardie. Dans les deux régions, les autorités politiques et économiques se sont mobilisées pour tenter de conserver leur usine. Finalement, le groupe est resté en Angleterre, sans doute séduit par l'enveloppe d'un million de livres de subventions publiques pour réinvestir dans le site (Pike, Rodriguez-Pose, Tomaney, 2006)
- 14 Compte tenu des principes politiques thatchériens, en partie repris par les néo-travailleurs, l'Etat britannique a favorisé et incité cet esprit de compétition. La concurrence territoriale est ainsi devenue particulièrement virulente au sein même du Royaume-Uni, créant une véritable rivalité géopolitique entre les territoires. Cette compétition interne a contribué à renforcer certains ressentiments dans le contexte politique, identitaire et national du pays. Ainsi, dans les années 1990, à chaque fois qu'une grande firme de haute technologie, notamment asiatique, a annoncé sa volonté de s'implanter au Royaume-Uni ou même plus généralement en Europe occidentale, les vieux territoires industriels britanniques ont tous postulé et se sont affrontés pour attirer cette usine.
- 15 L'exemple de l'implantation de *Samsung* en 1994 est révélateur de l'extrême rivalité interne au Royaume-Uni qui existait à l'époque, et des ressentiments qu'elle a suscités. Quand le groupe coréen a annoncé son arrivée, plusieurs sites se sont retrouvés en concurrence, notamment un en Ecosse et un autre dans le Nord-Est anglais. Le site anglais, dans l'embouchure de la Tees l'a finalement remporté, grâce à la mobilisation

exceptionnelle de l'ensemble du tissu politique et économique de la région. Les autorités locales, les chambres de commerce du Nord-Est, mais également *English Partnerships* une agence gouvernementale pour le renouveau urbain en Angleterre, ont tout mis en œuvre pour attirer l'usine. Les promoteurs du dossier anglais n'ont pas hésité à se déplacer plusieurs fois à Séoul pour montrer que leur site était meilleur que celui des Ecosseis (Phelps, Tewdwr-Jones, 2001). Au final, au seul niveau régional, une enveloppe de 78 millions de livres a été dépensée en aides diverses pour attirer la firme coréenne dans le Nord-Est.

- 16 Pour les élus du Nord anglais, il s'agissait alors d'une victoire importante, puisqu'ils considéraient avoir moins d'avantages que les Ecosseis et les Gallois dans la course aux IDE. En effet, le Pays de Galles et l'Ecosse bénéficiaient chacun depuis les années 1970 d'une agence de développement, financée par l'Etat, pour établir une stratégie économique au niveau régional et attirer des investisseurs. La *Welsh* et la *Scottish Development Agencies* ont permis d'établir des structures mieux coordonnées, capables d'offrir plus d'avantages de subventions et d'incitations aux investisseurs que les territoires du Nord (McKinnon, Phelps, 2001 ; Phelps, Wood, 2006). Les élus et les responsables économiques des régions anglaises ont alors protesté, ressentant une véritable injustice, puisqu'ils ne bénéficiaient pas de tels outils et jugeaient la concurrence écossaise et galloise déloyale. Les élus du Yorkshire ont par exemple considéré qu'ils n'avaient pu concourir à armes égales avec l'Ecosse pour attirer une usine du groupe taiwanais *Chungwha* installée en 1996 dans le Silicon Glen¹. De la même manière, le Nord-Est a regretté n'avoir pu rivaliser avec les Gallois pour attirer le centre de production d'une autre firme taiwanaise, *ACER* (Raines, 1998). Selon un article de *The Economist*, au titre évocateur « *Border wars* » (1997), l'agence de développement écossaise a même été accusée d'avoir essayé d'inciter *ISL*, une firme américaine d'électronique installée dans l'agglomération de Newcastle, à déménager en Ecosse.
- 17 Pour contrer cette concurrence jugée déloyale, les milieux économiques et les autorités locales du Nord ont mis en place au milieu des années 1980 des agences de promotion pour attirer des investisseurs dans la région (Lanigan, 1999). Mais ces organisations nées d'initiatives locales n'avaient ni les structures, ni l'influence politique, ni les capacités financières des agences de développement écossaise et galloise, et ne pouvaient proposer des mesures incitatives comparables. Les élus du Nord ont alors réclamé que l'Etat crée des agences régionales de développement en Angleterre, sur le modèle écossais et gallois. Les ressentiments se sont d'ailleurs renforcés au fur et à mesure que les revendications autonomistes montaient en Ecosse et au pays de Galles dans les années 1990. En effet, les régions du Nord craignaient qu'avec la dévolution, les Ecosseis et les Gallois aient de nouveaux moyens d'action pour attirer les investisseurs. En effet, après la mise en place du Parlement écossais, un « *post-devolution blues* » (Pike, 2002) est apparu dans le Nord, lié aux avantages de l'Ecosse et dans une moindre mesure du pays de Galles, qui bénéficient de leurs propres institutions, de pouvoirs politiques en matière de développement économique et de dépenses publiques plus importantes. Pour apaiser les tensions internes consécutives à la mise en place de la « dévolution à géométrie variable », le gouvernement Blair a répondu aux revendications anglaises en créant des agences de développement régional, pour optimiser les stratégies de promotion du territoire et pour favoriser l'arrivée d'investisseurs étrangers. Comme leurs homologues écossais et gallois l'avaient fait dès les années 1980, les agences anglaises ont établi des bureaux à l'étranger. Ainsi les régions du Nord sont représentées grâce à plusieurs bureaux au Canada et aux

Etats-Unis, même si les faiblesses persistent en termes de cohésion et de cohérence régionales.

1.3. ...et une concurrence territoriale inter-régionale en Angleterre

- 18 La compétition est certes intense entre l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles, mais elle est tout aussi virulente à un autre niveau d'analyse, entre les territoires locaux et les régions au sein même de l'Angleterre.
- 19 Cette concurrence territoriale interne est l'une des conséquences des disparités socio-économiques en Angleterre, principalement entre le grand Sud-Est, région prospère, centrale et plutôt conservatrice, et les vieux territoires industriels, plus pauvres, périphériques et travaillistes. Ces disparités apparaissent clairement dès les années 1930, quand les territoires industriels sont confrontés aux premières crises majeures. La désindustrialisation massive et la politique territoriale thatchérienne les a intensifiées dans les années 1980. Malgré des décennies de politiques d'aménagement et d'aides régionales, ces disparités persistent, Londres et sa région sont toujours beaucoup plus riches que les territoires périphériques. Ces disparités sont à l'origine de ressentiments très forts dans le Nord de l'Angleterre vis-à-vis du Sud, des grands décideurs économiques du pays basés essentiellement à Londres, et de l'Etat en général, tous accusés de ne rien faire pour aider les régions du Nord, et de les laisser dans leur marasme. La fracture est certes socio-économique, mais elle est également politique et identitaire (Bailoni, 2010a).
- 20 La question des IDE renforce des sentiments d'injustice dans le Nord. En effet, grâce notamment à une situation géographique favorisant une meilleure connectivité et à une concentration de services très performants, Londres et les régions du Sud-Est sont les plus attractives pour les investisseurs étrangers, alors que ce sont des territoires déjà favorisés. Ainsi, le grand Sud-Est aurait bénéficié de 31,9% des projets d'investissements étrangers au Royaume-Uni entre 1985 et 2005, contre seulement 24,6% pour les régions du Nord, malgré des politiques de subventions sensées favoriser ces territoires (Jones, Wren, 2009). La compétition inter-régionale est donc très intense en Angleterre, elle est exacerbée par ces ressentiments et elle est source de tensions géopolitiques alimentées par des représentations contradictoires du territoire et de son aménagement.
- 21 Certains élus et intellectuels du Nord regrettent également que les vieux territoires industriels britanniques soient trop dépendants des capitaux étrangers, et préconisent de développer un tissu économique national ou régional cohérent et solide, plutôt que de dépendre de fonds trop volatiles (Pike, Rodriguez-Pose, Tomaney, 2006). Ce sentiment découle en grande partie de l'attitude des firmes étrangères et de leur politique de développement. Beaucoup de groupes industriels du secteur des hautes technologies se sont implantés dans le Nord attirés par les primes. Ils y ont implanté des usines et des centres de production, mais n'ont jamais cherché à développer un secteur de recherche et d'innovation. Le sociologue David Byrne (1992) regrette cette situation qu'il illustre en comparant le Nord-Est à un « poulet sans tête ».
- 22 Ces critiques se retrouvent fréquemment dans les discours économiques des régionalistes du Nord de l'Angleterre, tout comme dans ceux des nationalistes gallois et écossais. Tous regrettent que leurs territoires soient trop dépendants des capitaux étrangers, qui transitent d'ailleurs souvent par Londres et la City. Selon eux, ces IDE répondent certes à l'urgence mais ne permettent pas forcément de reconstruire une économie solide et à haute valeur ajoutée dans ces vieilles régions industrielles. Dans ce discours, l'Etat central

britannique, les élus nationaux et les milieux financiers, essentiellement basés à Londres, sont accusés de ne pas agir pour l'intérêt des territoires, d'être inefficaces pour réduire les disparités et donc de maintenir les régions périphériques dans leurs difficultés. Cette représentation anti-Etat alimente bien entendu des revendications autonomistes, bien que rien ne certifie qu'une gestion économique et une fiscalité régionalisées aurait davantage d'influence sur la stratégie d'investissement des firmes.

1.4. L'implantation d'une firme étrangère, conséquences géopolitiques et désillusions : le cas de LG au pays de Galles

- 23 Dans le contexte politique, identitaire et socio-économique particulier du Royaume-Uni, un investissement étranger sur un territoire a des conséquences géopolitiques à la fois au niveau local, régional et national. Si l'arrivée d'une firme est une bonne nouvelle pour toute une région, elle suscite des ressentiments et une véritable frustration sur un territoire voisin. Mais à plus long terme, un IDE peut aussi devenir le symbole d'une profonde désillusion et illustrer la précarité de certains capitaux étrangers. Ce type de désillusion peut engendrer de la colère, des tensions, et être la source de conflits d'aspect géopolitique autour d'un « aménagement menacé » (Subra, 2007). L'exemple de l'installation de l'usine du groupe coréen LG au pays de Galles permet de montrer les différents contrecoups géopolitiques d'un IDE.
- 24 En 1996, quand LG a annoncé son installation à Newport, l'espoir était immense. En effet, la ville et les anciennes vallées industrielles adjacentes du sud gallois constituaient l'un des principaux foyers de chômage au Royaume-Uni. De plus, cette implantation était considérée comme un investissement étranger record en Europe. La firme coréenne promettait alors d'investir 1,7 milliards de livres sur le site. L'usine devait créer 6.100 nouveaux emplois directs et des milliers d'autres indirects. Les élus et les milieux économiques locaux ont même imaginé le développement de tout un cluster dédié à l'électronique dans le sud gallois. Bien entendu, l'arrivée de LG s'est déroulée dans un contexte de concurrence territoriale intense à l'échelle européenne. L'Etat et surtout la *Welsh Development Agency* ont joué un rôle considérable pour attirer la firme coréenne. Des avantages exceptionnels lui ont été accordés, notamment des subventions directes, la mise à disposition gratuite du site, des programmes de formation du personnel, etc. Au total, l'enveloppe accordée à LG dépassait les 200 millions de livres.
- 25 Cette implantation certes représenté une bonne nouvelle pour l'économie régionale, mais elle a suscité certains ressentiments à plusieurs niveaux :
- Dans les régions du Nord, on a regretté la concurrence déloyale que pouvait assurer le pays de Galles. Jamais de telles incitations n'auraient pu être offertes en Angleterre. De plus, cette implantation s'est décidée un an avant la dévolution, elle a donc attisé les craintes de certains dirigeants politiques et économiques du Nord anglais.
 - Au pays de Galles, on a accusé l'agence de développement ainsi que les autorités locales et nationales de favoriser les firmes étrangères aux dépens des entreprises locales. En effet, pour financer les subventions à LG, il a fallu réduire le budget des aides prévues pour des firmes locales, notamment des PME. Localement, l'enveloppe d'aides a d'ailleurs été jugée beaucoup trop généreuse, puisque que les pouvoirs publics subventionnaient à plus de 30.000 livres chaque emploi.
- 26 Les ressentiments ont été d'autant plus forts quand LG est revenu sur certains projets, notamment en termes d'emplois, prétextant des difficultés dans le groupe. On était alors

en pleine crise asiatique (McKinnon, Phelps, 2001 ; BBC, 2003). Une partie de l'usine construite avec les subventions publiques n'a jamais fonctionné. Au total, le site a employé au maximum 2.000 employés et n'a donc jamais atteint les ambitions initiales. Une première partie de l'usine a fermé en 2003, mettant au chômage 870 employés, et le reste a fermé en 2006, supprimant 315 emplois. L'ensemble de la production de l'usine de Newport a été transféré vers d'autres sites en Pologne et en Chine. Le destin de cette usine a créé bien entendu une immense polémique tant les subventions publiques ont été considérables. On a certes demandé à la firme coréenne de rembourser, mais elle n'a reversé qu'environ 30 millions des 90 millions de livres d'aides directes accordées par la *Welsh Development Agency* (BBC, 2006).

- 27 LG n'est pas une exception. En effet, l'usine *Samsung* de Stockton dans le Nord-Est anglais a connu un destin similaire. Alors que le groupe coréen prévoyait de créer à terme 5.000 emplois directs, la masse salariale n'a cependant jamais dépassé les 1.600 employés, avant que l'usine ferme en 2004 et que la production soit délocalisée en Slovaquie (Gow, 2004). Localement les élus ont demandé le remboursement des aides publiques versées, mais là encore, *Samsung* n'a reversé qu'une part symbolique des subventions. Dans les deux cas, LG et *Samsung* ont été qualifiés de « chasseurs de primes »². Malgré les promesses de réinvestissement, *Black & Decker* a supprimé 1.000 emplois sur le site de Spennymoor en 2003 pour délocaliser la production en République Tchèque, puis encore 170 autres en 2008. Si l'usine est toujours ouverte, elle n'emploie plus que 150 salariés (*The Northern Echo*, 2008).
- 28 L'attitude de telles firmes a profondément choqué l'opinion britannique. Elle est sans doute à l'origine de changements profonds dans l'image des investisseurs étrangers au Royaume-Uni, suscitant des réactions d'inquiétude voire des sursauts de nationalisme économique chez les Britanniques.

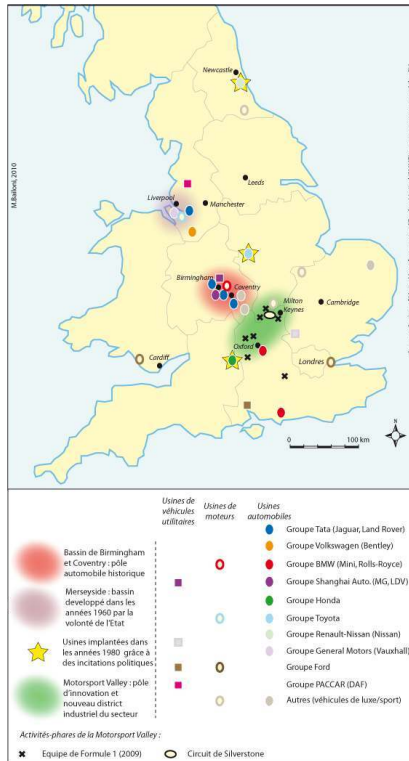
2. L'implantation des firmes étrangères dans l'économie britannique : l'identité de la nation menacée ?

- 29 En effet, l'image des investisseurs étrangers, qui incarnaient la modernisation économique du Royaume-Uni et qui étaient extrêmement convoités dans les années 1980 et 1990, a profondément évolué. Les Britanniques sont en effet de plus en plus méfiants face à ces firmes étrangères, voire de plus en plus hostiles. Il est vrai que de nombreux espoirs ont été déçus au début des années 2000. De plus, les firmes étrangères rachètent désormais davantage qu'elles ne créent, et le profil des investisseurs a changé avec l'arrivée récente de groupes issus de pays émergents.

2.1. Les évolutions des IDE et l'exemple de l'industrie automobile

- 30 Dans les années 2000, la nature des IDE au Royaume-Uni a changé. Jusque dans les années 1990, les investissements étrangers les plus spectaculaires, les plus médiatisés et les plus symboliques étaient des *greenfield investments* : des grandes firmes étrangères créaient des usines sur le territoire britannique. Ce fut notamment le cas dans les secteurs de la haute-technologie (par exemple *Samsung* et LG) et de l'automobile (par exemple *Nissan* à Sunderland, *Honda* à Swindon ou *Toyota* à Derby).

Figure 1 : L'industrie automobile au Royaume-Uni : reconversion, innovation et IDE



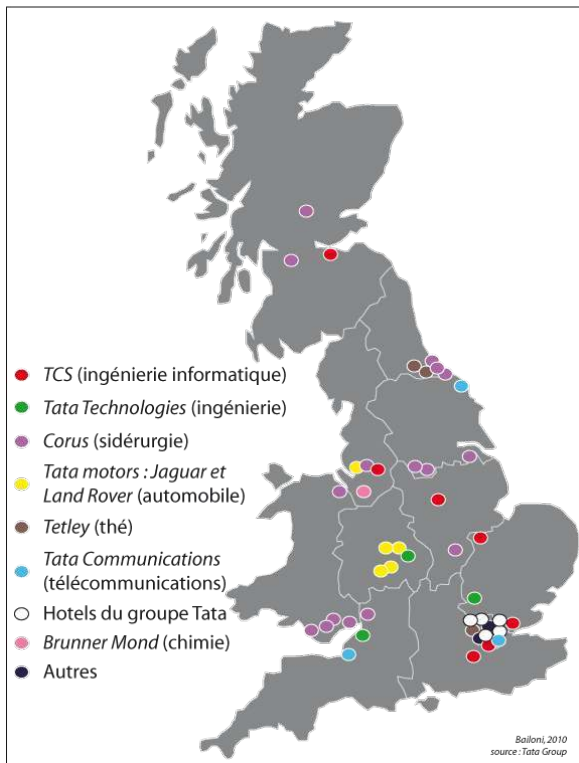
Source : Bailoni, Papin, 2009.

- 31 Dans les années 2000, les IDE les plus retentissants sont des *brownfield investments*, c'est-à-dire des rachats de firmes britanniques préexistantes et souvent en difficultés. Le secteur automobile illustre ces grandes évolutions des investissements industriels au Royaume-Uni (voir figure 1). En effet, dans un premier temps, les marques historiques britanniques sont rachetées par des firmes américaines ou européennes. BMW a ainsi pris le contrôle du groupe Rover (1994) puis de Rolls-Royce (1998), et Ford celui d'Aston Martin (1987), Jaguar (1990) et Land Rover (2000) avant de les revendre suite à ses déboires financiers.
- 32 Dans un second temps, plusieurs marques historiques passent aux mains de firmes issues de pays émergents, au cours des années 2000. Ainsi, l'Indien Tata a racheté à Ford les marques Jaguar et Land Rover en 2008. Tata a également pris le contrôle d'autres fleurons emblématiques de l'industrie britannique : le thé Tetley en 2000, symbole des liens commerciaux avec l'ancienne colonie indienne, ou Corus en 2006. Corus est un groupe sidérurgique né de la fusion de British Steel et d'une compagnie néerlandaise. Ainsi, les restes de la sidérurgie britannique, pilier de la révolution industrielle et de la puissance historique du pays, sont désormais contrôlés par les Indiens. Tata a donc considérablement investi au Royaume-Uni. Le groupe a une stratégie à long terme, avec une implantation de plus en plus importante dans le pays (voir figure 2). Ces rachats lui permettent surtout de mettre un pied dans le marché britannique et européen, tout en augmentant son propre prestige. La firme indienne entend exploiter des marques très célèbres, mais elle veut également profiter de leur savoir-faire. Plus que l'appareil productif, c'est le nom et la capacité d'innovation de ces entreprises britanniques qui intéressent Tata. Ainsi, les Indiens ont revendu en août 2010 l'usine Corus de Redcar, l'une

des plus grandes usines sidérurgiques d'Europe, au groupe thaïlandais SSI, mais ils conservent tous les laboratoires et centres de recherche du groupe.

- 33 Les investissements de Tata au Royaume-Uni constituent un symbole extrêmement fort, puisqu'une firme de l'ancienne colonie rachète des fleurons industriels emblématiques de l'ancienne métropole. Certes, cela a permis de sauver un certain nombre d'emplois au Royaume-Uni, mais cela a écorné le prestige du pays dans les représentations identitaires de nombreux Britanniques.
- 34 D'autres firmes issues de pays émergents investissent également dans l'industrie automobile britannique pour établir une tête de pont vers l'Europe. Ainsi en 2005, la marque historique MG est a été rachetée par la *Shanghai Automotive Industry Corporation* (SAIC), l'un des principaux constructeurs chinois. Cette firme a racheté par la même occasion la propriété intellectuelle de *Rover* – mais pas le nom de la marque – et l'usine de Longbridge près de Birmingham, haut lieu de l'histoire automobile britannique. Des MG sont désormais produites en Chine, mais également dans les Midlands, où les chaînes de montage sont reparties après plusieurs mois d'arrêt. La SAIC produit également des modèles mis au point au temps où *Rover* était encore britannique. Cependant, ne pouvant les commercialiser sous le nom de *Rover*, les Chinois ont créé une nouvelle marque, *Roewe*³, dont le nom et le logo rappellent fortement *Rover*⁴.
- 35 Beaucoup de Britanniques acceptent très mal cette dilapidation de leur industrie automobile. La vente de leurs marques historiques à des groupes américains ou allemands avait déjà été difficile, mais leur acquisition par des groupes chinois et indien est encore plus dure. Derrière ces rachats plane la menace que ces groupes abandonnent définitivement les usines britanniques pour construire des voitures en Chine ou en Inde, et les commercialisent sous une marque historiquement britannique. Si *Tata* s'est montré rassurant auprès des employés et des pouvoirs publics, la SAIC est plus floue sur ses intentions. Elle a racheté des marques en très mauvaise situation, après avoir longuement négocié pour en obtenir le prix le plus bas, et n'entend pas forcément maintenir production et créativité au Royaume-Uni. Le rachat de *MG Rover* passe très mal dans l'opinion publique. Dès 2005, le gouvernement britannique a été accusé de laisser tomber le groupe et de le vendre au rabais aux Chinois. Depuis, l'usine de Longbridge tourne au ralenti quand elle n'est pas arrêtée. Seule une poignée d'ouvriers a été conservée après le rachat, et les dirigeants de la SAIC se montrent particulièrement intransigeants et arrogants dans les négociations avec les salariés et les pouvoirs publics. Les inquiétudes ont ressurgi fin 2009, quand la firme chinoise a racheté une autre marque historique britannique, le fabricant d'utilitaires LDV, fournisseur de la police et de la poste britannique. C'est une acquisition stratégique pour la SAIC, alors que le marché de l'utilitaire est en pleine croissance en Chine, mais aucune garantie n'a été donnée sur le redémarrage de la production dans l'usine LDV de Birmingham à l'arrêt.

Figure 2 : L'implantation croissante et diversifiée de la firme indienne Tata au Royaume-Uni



- 36 Le destin de *MG*, *Rover* ou *LDV* a profondément peiné et marqué les Britanniques. Beaucoup ont le sentiment que leur patrimoine et le prestige de leur nation sont peu à peu dilapidés et dépecés par des firmes étrangères sans scrupules, d'autant plus quand les Chinois se permettent de commercialiser ce qui est perçu comme des contrefaçons de *Rover*. Pour de nombreux Britanniques, c'est la fierté nationale qui est bafouée. En dehors de l'industrie automobile, d'autres affaires renforcent ce sentiment.

2.2. « L'effet Cadbury » ou la défense des bijoux de la Couronne

- 37 Le rachat de *Cadbury*, fleuron de l'agro-alimentaire britannique, par une OPA hostile du géant américain *Kraft*, a créé une véritable polémique dans les médias, et a eu des répercussions politiques très importantes au Royaume-Uni, au début de l'année 2010.
- 38 Les syndicats étaient radicalement opposés à ce rachat, synonyme pour eux de fermeture d'usines. Quelques jours après le rachat, *Kraft* a d'ailleurs annoncé la fermeture de l'usine de Somerdale près de Bristol, licenciant plus de 400 employés pour délocaliser une partie de la production en Pologne. Au-delà du risque salarial, cette OPA a choqué, parce que le groupe américain a fait une offre jugée largement sous-évaluée par rapport à la valeur supposée de l'entreprise britannique. L'opinion publique a mal accepté qu'une marque emblématique de l'industrie britannique de plus soit vendue au rabais à un géant étranger. La mobilisation a été d'autant plus forte que la *Royal Bank of Scotland*, propriété à 84% de l'Etat britannique, a financé en partie l'OPA de *Kraft*. Cette banque avait été considérablement renflouée par le gouvernement au moment de la crise financière de 2008-2009. Pour les opposants au rachat, l'argent du contribuable a donc servi à sauver une banque qui agit contre les intérêts de l'emploi au Royaume-Uni.

- 39 Le gouvernement Brown s'est retrouvé au cœur de la polémique, qui s'est déclenchée au moment du lancement de la campagne pour les élections générales de mai 2010. L'affaire *Cadbury* est devenue une question politique au cœur de la campagne, à tel point que le parti libéral-démocrate a demandé, puis inscrit à son programme l'idée d'une « loi *Cadbury* » pour limiter et contrôler les acquisitions de firmes britanniques jugées stratégiques par des intérêts étrangers. Certes pour *Cadbury*, ce ne sont pas les productions de friandises qui sont jugées stratégiques, mais le poids du fabricant dans l'économie nationale, notamment en termes d'emplois, et surtout son image. *Cadbury* est en effet un symbole pour les Britanniques : la marque suscite une certaine affection liée à l'enfance de chacun, mais également à l'image d'une entreprise familiale, paternaliste et philanthrope. La ville-usine modèle de Bournville, près de Birmingham, à la conception proche des modèles de cités-jardins, est aujourd'hui considérée comme un exemple incontournable de patrimoine industriel au Royaume-Uni, et comme le symbole du lien entre l'entreprise et ses ouvriers. A ce titre, *Cadbury* fait partie du patrimoine national britannique.
- 40 Le gouvernement Brown a dans un premier temps jugé le projet d'une « loi *Cadbury* » irréalisable dans le cadre des règles du marché européen et mondial, avant que le parti travailliste ne reprenne cette idée dans son programme en avril, sous la pression des syndicats. La polémique a rebondi courant l'été autour du rachat de l'équipementier automobile *Tomkins* par le consortium canadien *Onex*, celui du producteur d'énergie *International Power* par *GDF Suez*, et surtout autour des rumeurs du rachat par *ExxonMobil* de *BP*, ébranlé par ses déboires dans le Golfe du Mexique. Une « loi *Cadbury* » a de nouveau été évoquée pour sauver le pétrolier britannique, stratégique pour l'indépendance énergétique du Royaume-Uni. Le nouveau gouvernement de coalition a dû répondre et proposer non pas une nouvelle loi, mais le renforcement des règles existantes en matière de rachat d'une firme britannique par des intérêts étrangers. Vince Cable, le ministre *lib-dem* du commerce, a ainsi proposé une série de mesures au nom du gouvernement dirigé par le conservateur David Cameron, qui, quand il n'était que le candidat de l'opposition, avait critiqué des propositions équivalentes du gouvernement travailliste début 2010. Si certains milieux d'affaires de la City s'inquiètent de la mise en place de règles plus strictes, le gouvernement est soutenu par la *Confederation of British Industry*, le principal syndicat patronal britannique, qui regrette que trop d'entreprises soient rachetées par des firmes étrangères.
- 41 L'affaire *Cadbury* semble ainsi avoir été le déclencheur d'une réaction populaire et politique, qui prend les aspects d'un sursaut nationaliste et qui pourrait aboutir à la mise en place de mesures protectionnistes par un gouvernement dirigé par les conservateurs, héritiers de Margaret Thatcher. Ces réactions nationalistes constituent un véritable phénomène géopolitique. D'ailleurs, ce sursaut concerne la nation britannique, le Royaume-Uni, alors que cette identité britannique était plutôt considérée en recul au profit des identités anglaise, écossaise ou galloise. Ainsi, dans les différentes manifestations, pour *Cadbury*, *Rover MG* ou *LDV*, le drapeau de l'union, l'*Union Jack*, est systématiquement brandi, alors qu'il avait plutôt tendance à être boudé et être délaissé au profit des croix de St Andrew ou de St George, les drapeaux écossais et anglais.
- 42 Pour beaucoup de Britanniques, à travers ces rachats de marques traditionnelles britanniques par des intérêts étrangers, le prestige international du Royaume-Uni est directement menacé. Ces grandes entreprises mondialement connues sont le symbole de la puissance britannique. Leur prestige rappelle celui du pays tout entier. En voulant

défendre leurs grandes firmes historiques et emblématiques, les Britanniques entendent défendre des joyaux de la couronne, les derniers fragments de la puissance mondiale britannique. Les Britanniques ne veulent pas les brader car elles font parti de leur patrimoine national, de leur identité. A ce titre, les manifestants se réfugient derrière l'*Union Jack*, drapeau qui symbolise la puissance du Royaume-Uni tout entier, le drapeau d'un Etat multinational qui a su conquérir un empire commercial et colonial à travers le monde.

- 43 L'affaire *Cadbury* a marqué la campagne électorale en 2010, toutefois il est très difficile de mesurer son impact sur les résultats à l'échelon national. Localement, on peut néanmoins percevoir quelques contrecoups électoraux. Ainsi, quelques jours avant les élections générales, le *Daily Telegraph* a montré dans une enquête réalisée dans la circonscription de Bath & North East Somerset où se situe l'usine de Somerdale, que de nombreux employés de *Cadbury* étaient dépités par leurs élus et comptaient s'abstenir de voter, jugeant qu'aucun parti n'était capable d'agir pour le bien des Britanniques. Il est vrai que l'image des élus est particulièrement dégradée au Royaume-Uni, où l'abstention est toujours très forte. Fin juillet 2010, une élection locale anticipée a eu lieu à Keynsham, où se situe l'usine de Somerdale, et où vivent de nombreux employés. Le siège en jeu était occupé par un travailliste. Le candidat du *Labour* n'est arrivé que troisième, très largement dépassé par le vainqueur libéral-démocrate, dont le parti s'était fortement mobilisé pour dénoncer l'OPA sur *Cadbury* et pour attaquer le gouvernement Brown.

Conclusion

- 44 Les IDE ont des conséquences géopolitiques très importantes au Royaume-Uni, visibles à plusieurs échelles, à plusieurs niveaux d'analyse. Mais ces effets ont également évolué dans le temps, au fur et à mesure que la perception des IDE a changé dans les représentations des Britanniques. Les acquisitions et les investissements étrangers étaient fortement recherchés dans les années 1990 au Royaume-Uni, parce qu'ils devaient permettre de créer de nouveaux emplois et parce qu'ils étaient sensés symboliser le dynamisme de l'économie britannique et son insertion dans « la mondialisation ». Au cours des années 2000, si les IDE sont essentiels dans l'économie nationale, les Britanniques semblent de plus en plus inquiets par l'introduction de capitaux étrangers dans leur pays. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette inquiétude :
- 45 ● Cette inquiétude est en partie le contrecoup de certaines désillusions, comme l'ont montrés les exemples des usines *Samsung* et de *LG*, mais aussi ceux de l'industrie automobile, du rachat de *MG Rover* par une firme chinoise à la fermeture de l'usine *Peugeot* de Ryton en 2006. Les « chasseurs de primes » et les rachats synonymes de démantèlement, de perte d'identité de marques britanniques symboliques et au final de chômage, ont discrédité le caractère essentiel des investissements étrangers au Royaume-Uni. Certes certains IDE sont au contraire des réussites, comme l'implantation à Sunderland de *Nissan*⁵. La firme franco-japonaise est devenue le premier employeur privé de la ville et a même annoncé en 2010 de nouveaux investissements sur son site où une voiture électrique révolutionnaire devrait être produite. L'implantation de *Sony* à Bridgend au pays de Galles est également un succès, mais ces réussites sont masquées par les scandales dans l'opinion publique et la mémoire collective.

- 46 ● L'impopularité croissante des IDE provient aussi de la nature de ces implantations. En effet, les firmes chinoises et indiennes investissent certes des capitaux au Royaume-Uni, mais elles ne créent pas de nouvelles usines ou de nouveaux emplois dans le pays, contrairement à certaines firmes américaines ou japonaises dans les années 1970-90. Au contraire, le rachat se solde souvent par une restructuration avec des fermetures de sites et du chômage à la clé. Les IDE se font dans une logique d'exploitation et non de développement. Ces acquisitions négociées de groupes britanniques à l'agonie sont particulièrement impopulaires dans le pays, bien qu'elles permettent parfois de sauver quelques emplois et quelques usines au Royaume-Uni.
- 47 ● L'impopularité des récentes acquisitions étrangères est également un contrecoup de la crise économique qui a débuté en 2008. Cette crise a sévèrement touché le Royaume-Uni, et a considérablement inquiété les Britanniques, ravivant la crainte du chômage. Le repli sur soi, l'inquiétude, notamment des économies étrangères, et l'incitation à mettre en place des mesures de nationalisme économique sont des réactions classiques à une situation de crise.
- 48 L'un des principaux contrecoups géopolitiques des IDE est l'impact identitaire que provoquent certains rachats de firmes britanniques. En effet, puisque ces investissements sont étrangers, leur implantation constitue une forme de perte de souveraineté du pays. Ils font parti du phénomène communément appelé mondialisation, et à ce titre inquiètent les populations. Une part de l'identité et du patrimoine national est menacée par ces firmes étrangères, et les appréhensions sont d'autant plus fortes que le contexte économique mondial de crise n'est pas particulièrement favorable aux Britanniques. Les IDE sont certes devenus essentiels dans l'économie britannique en y occupant une place de plus en plus considérable, mais peut-être arrive-t-on à une limite, du moins dans les représentations identitaires et géopolitiques des Britanniques.
-

BIBLIOGRAPHIE

Ashcroft B., Love J.H., 1993, *Takovers, mergers and the regional economy*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 218 p.

Bailoni M., 2007, *La Question Régionale en Angleterre, Nouvelles Approches Politiques du Territoire Anglais*, Thèse, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8, 560 p.

Bailoni M., 2009, « Le Patrimoine dans le renouveau d'une région postindustrielle, l'exemple du Nord-Est anglais », *Revue Géographique de l'Est*, vol.48, n°1/2, <http://rge.revues.org/682>

Bailoni M., 2010a, « Le Nord de l'Angleterre, l'affirmation d'un territoire politique et identitaire », *Hérodote*, n°137, Paris, La Découverte, p.70-92.

Bailoni M., 2010b, « Culture et renouveau urbain dans les territoires post-industriels du Nord de l'Angleterre », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n°2010-3 (septembre 2010), p.378-394.

Bailoni M., Papin D., 2009, *Atlas géopolitique du Royaume-Uni*, Paris, Autrement, 80 p.

BBC, 2003, « LG: The dream that died », www.bbc.co.uk, 22 mai 2003.

- BBC, 2006, « 315 jobs to go as LG plant closes », www.bbc.co.uk, 18 août 2006.
- Byrne D., 1992, « What Sort of Future? », in Colls R., Lancaster B. (dir.), *Geordies, Roots of Regionalism*, Edimbourg, Edinburgh University Press, p. 35-52.
- Chaline C., Papin D., 2004, *Le Royaume-Uni ou l'exception britannique*, Paris, Ellipses, 192 p.
- Charlton A., 2003, Incentive Bidding for Mobile Investment : Economic Consequences and Potential Responses, OECD Technical Paper n°203.
- CNUCED, 2010, *World Investment Report 2010*, UNCTAD, 59 p.
- The Economist*, 1997, « Border wars: inward investment », 22 novembre 1997.
- Ernst & Young, 2010, *Walking up to the new economy: Ernst & Young's 2010 European attractiveness survey*, 48 p.
- Fallon G, Cook M., 2010, « Exploring the regional distribution of inbound foreign direct investment in the UK in theory and practice: Evidence from a five-region study », *Regional Studies*, vol.44, n°3, p. 337-353.
- Gow D., 2004, « Fury over closure of Samsung factory », *The Guardian*, 16 janvier 2004.
- Jones J., Wren C., 2009, *Assessing the Regional Impact of Grants on FDI Location: Evidence from UK Regional Policy, 1985-05*, Newcastle Discussion Papers on Economics, n°2009/08, University of Newcastle, 39 p.
- Lanigan C., 1999, *Regionalism and Regional Identity in North East England*, Thèse, Université de Newcastle-Upon-Tyne, 265 p.
- McKinnon D., Phelps N.A., 2001, « Regional governance and foreign direct investment: the dynamics of institutional change in Wales and North-East England », *Geoforum*, n°32, p. 255-269.
- The Northern Echo*, 2008, « Black & Decker to shed 170 jobs », 30 janvier 2008.
- OCDE, 2008, *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, 4e édition*, Division de l'investissement, Direction des Affaires financières et des entreprises, OCDE, Paris, 262 p.
- Phelps N.A., Tewdwr-Jones M., 2001, « Globalisation, regions and the state : Exploring the limitations of economic modernisation through inward investment », *Urban Studies*, vol.38, pp.1253-72.
- Phelps, N.A., Raines P., 2003, *The New competition for inward investment*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 151 p.
- Potter J., Moore B., Spires R., 2002, « The wider effects of inward foreign direct investment in manufacturing on UK industry », *Journal of Economic Geography*, n°2, p. 279-310.
- Raines P., 1998, *Regions in competition: Institutional autonomy, inward investment and regional variation in the use of incentives*, Regional and Industrial Research Paper Series, n°29, Glasgow, European Policies Research Centre, University of Strathclyde, 26 p.
- Subra P., 2007, *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Paris, Armand Colin, 327 p.
- Pike A., 2002, « Post-devolution Blues? Economic Development in the Anglo-Scottish Borders », *Regional Studies*, vol. 36, n°9, pp.1067-1082.
- Pike A., Rodriguez-Pose A., Tomaney J., 2006, *Local and regional development*, Londres, Routledge, 311 p.

NOTES

1. Pour montrer à quel point la concurrence était féroce, les Gallois qui eux aussi avaient candidaté, ont essayé jusqu'au dernier moment de persuader *Chungwha*, qui avait déjà pris un certain nombre d'engagements, de changer de décision.

2. Il ne s'agit pas là d'une spécificité britannique : beaucoup de vieux territoires industriels européens ont connu de telles déconvenues. Ces « chasseurs de primes » étrangers ont également œuvré dans des régions comme la Lorraine, construisant des usines « jetables », abandonnées dès qu'ils rentraient dans leurs frais.

3. La *SAIC* ne commercialise aucun véhicule original sous la marque *Roewe*, dont l'offre se compose uniquement d'anciens modèles *Rover* et *SsangYong*, marque coréenne que les Chinois ont également rachetée. Ces *Roewe*, vendues en Chine, ne sont pas pour le moment destinées au marché britannique.

4. En 1994, *BMW* a pris le contrôle de *Rover* et des marques *Land Rover*, *Mini* et *MG*. Il a revendu en 2000 *Land Rover* à *Ford* ; *MG* et *Rover* à un consortium d'hommes d'affaires britanniques. Mais si les Allemands ont vendu entièrement la marque *MG*, ils n'ont vendu que la propriété intellectuelle sur les modèles *Rover*, gardant la propriété du nom. Au début des années 2000, *BMW* accorde une licence aux Britanniques pour qu'ils utilisent le nom *Rover*. Quand la *SAIC* rachète *MG Rover* en 2005, elle ne possède donc pas le nom *Rover*. Malgré les propositions des Chinois, *BMW* vend en 1996 le nom à *Ford*, qui possédait alors *Land Rover*. Désormais, c'est *Tata* qui possède le nom *Rover* puisque les Indiens ont racheté *Land Rover* à *Ford* en 2008.

5. Cette usine est symbolique, puisque c'est la première implantation d'un constructeur automobile japonais en Europe occidentale, ce qui à l'époque, dans les années 1980, avait suscité les plus grandes craintes.

RÉSUMÉS

Les investissements directs étrangers (IDE) ont une place considérable dans l'économie britannique. Dans le contexte politique, identitaire et socio-économique particulier du Royaume-Uni, l'installation de firmes étrangère a également des conséquences géopolitiques majeures, perceptibles à plusieurs échelles, à plusieurs niveaux d'analyse. Mais ces effets ont également évolué dans le temps, au fur et à mesure que la perception des IDE a changé dans les représentations des Britanniques. S'ils étaient fortement recherchés dans les années 1980-1990, les Britanniques sont de plus en plus hostiles au rachat de firmes nationales par des capitaux étrangers. Certaines désillusions suite à l'installation de « chasseurs de primes », les restructurations imposées par des firmes étrangères et le contexte de crise économique ont provoqué notamment des réactions de nationalisme économique au Royaume-Uni.

Foreign direct investments (FDI) have a major role in the British economy. In the political, cultural, social and economic context of the United Kingdom, the settlement of foreign firms also has major geopolitical implications on different scales. Nevertheless these effects have also changed over time, when the perception of FDI has changed in the representations of the British. If they were highly sought after in the 1980's and 1990's, the British are increasingly hostile to

the takeover of domestic firms by foreign capital. Some disillusionment following the installation of "bounty hunters", restructuring imposed by foreign firms and the context of economic crisis, cause reactions of economic nationalism in the United Kingdom.

INDEX

Keywords : FDI, firm, geopolitics, manufacturing, nation, post-industrial territory, United Kingdom

Mots-clés : firme, géopolitique, IDE, industrie, nation, Royaume-Uni, territoire post-industriels

AUTEUR

MARK BAILONI

Maître de conférences

CERPA - Université Nancy 2

mark.bailoni@univ-nancy2.fr